

Agriculture | Le périgourdin, Didier Gouraud, à la tête de la filière viande en Nouvelle-Aquitaine



La Nouvelle-Aquitaine est la première région française d'élevage : 54 % des 70700 exploitations ont une activité d'élevage. Une organisation interprofessionnelle s'est donnée pour mission de défendre et de valoriser les intérêts communs de l'élevage et des activités artisanales, industrielles, commerciales de la filière élevage et viande. Il s'agit d'Interbev Nouvelle-Aquitaine. L'organisation a élu le 14 septembre son nouveau bureau avec à la tête Didier Gouraud, artisan boucher dans le Nord Dordogne. Dans un entretien pour Aqui, il évoque les projets et actions et le contexte sociétal.

@qui.fr : Vous avez été élu président d'Interbev Nouvelle-Aquitaine, le 14 septembre. Pouvez-vous présenter votre structure et ce qu'elle représente en Nouvelle-Aquitaine ?

Didier Gouraud, artisan boucher, président d'Interbev : Cela fait vingt-cinq ans que je me suis investi au niveau de l'interprofession, dès que j'ai pris des responsabilités au sein du syndicat des bouchers de la Dordogne, d'abord au sein d'Aquibev, qui couvrait les cinq départements puis au sein d'Interbev Nouvelle-Aquitaine, qui regroupe les douze départements. C'est le lieu qui réunit l'ensemble des acteurs de la filière élevage et viande sous le même toit, de l'amont et de l'aval. Nous sommes organisés en quatre grands collèges : la production représentée majoritairement par des éleveurs et des syndicats agricoles, la mise en marché, qui réunit des commerçants en bestiaux, des coopératives, les activités abattage, commerce de gros et la distribution. Dans ce dernier collège, on trouve les hypermarchés et supermarchés, les artisans bouchers et la restauration. Cela représente au niveau régional 60 000 emplois directs

@qui.fr : Quelles sont les missions et les actions d'Interbev ?

Didier Gouraud, artisan boucher, président d'Interbev : Nous sommes une émanation de l'Interbev nationale, nous déclinons régionalement ce que sont les actions menées au niveau hexagonal. Si on prend l'axe de communication grand public, nous sommes le relais de la campagne "aimez la viande, mangez en mieux". Le but est de développer le dialogue avec les consommateurs et de montrer en quoi la filière élevage et viande joue un rôle prépondérant pour mieux nourrir les Français. Nous menons actuellement une action sur les labels : dans la loi égalim, il y a un objectif de monter à 40 % de production de viande sous label. Nous souhaitons développer la

communication en interne pour inciter notamment les adhérents à aller vers des filières qui pourraient mieux les valoriser. Notre rôle consiste aussi à faire respecter les accords interprofessionnels, exemple contrôle et expertises dans le cadre de réclamation, gestion des litiges. Depuis quelques années, nous disposons d'un fonds d'assainissement régional (FAR). Il n'existe pas dans toutes les régions. Il se déclenche quand l'éleveur va à l'abattoir et qu'il rencontre un souci avec l'animal, une maladie et qu'il n'est pas commercialisable. Ce fonds de garantie se substitue alors et rembourse l'exploitant agricole. Nous avons bien sûr un rôle de représentation et de défense des intérêts de la filière auprès des pouvoirs publics et des élus. Un des prochains sujets concerne les jeunes bovins.

Privilégier l'achat local

@qui.fr : Envisagez-vous des actions plus spécifiques au niveau régional

Didier Gouraud, artisan boucher, président d'Interbev : Au niveau régional, nous menons actuellement une étude de recherche et de développement sur le persillé des viandes. Il s'agit de comprendre pourquoi un morceau est plus persillé qu'un autre, comment faire pour ne pas avoir un persillé trop important qui pourrait nuire à l'aspect visuel. Nous souhaitons réfléchir ensemble à de nouvelles formules innovantes pour manger de la viande. Notre gros dossier du moment, c'est le manger local, dans le cadre de la restauration hors domicile (cantines, repas d'entreprises). Nous avons un important travail d'explication et d'éducation à faire auprès des gestionnaires sur la possibilité d'achat local à des prix raisonnables tout en conservant des marges correctes. Le prix du repas est bien souvent le premier facteur de choix et souvent c'est la viande qui coûte le plus cher. Cela correspond aussi à une demande sociétale : pourtant pas mal de gens ne franchissent pas le cap pour des raisons économiques. Il faut que l'on parvienne à travailler différemment, sans doute en diminuant les portions et en misant sur plus de qualité.

@qui.fr : Les mouvements anti-viande qui tendent à se multiplier ou vegans vous inquiètent-ils ?

Didier Gouraud : Chacun a le droit de penser ce qu'il veut. Le reproche que l'on peut faire à ces mouvements, c'est le spectaculaire et surtout la violence qui en découle parfois. Ces mouvements représentent une infime minorité qui veut imposer à une majorité leur point de vue. Ce qu'on peut répondre, c'est que nous sommes collectivement engagés dans un pacte pour un engagement sociétal. Le but est de faire mieux. Nous travaillons avec des associations, comme wwf, celle de Nicolas Hulot. Il s'agit de la démarche de responsabilité collective de la filière. Le but est d'apporter une réponse aux attentes de la société et des acteurs de la filière en matière de bien être animal, de préservation de l'environnement, de bonnes pratiques de production. Et dans ce domaine, les efforts sont importants. En Nouvelle-Aquitaine, chaque vache pour pouvoir paître dispose de l'équivalent de trois terrains de rugby. Nos éleveurs n'ont pas à rougir de leurs pratiques.



Claude-Hélène Yvard

Crédit Photo : CM24

Publié sur aqui.fr le 20/09/2020

[Url de cet article](#)